

Mis en ligne le 3 mai 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE

MAIRIE DE
CONDOM



N° DP 032 107 22 T2018 déposée le 28/02/2022	
Par :	Monsieur Jean Piro et Madame Catherine Piro
Demeurant à :	Avenue Rhin et Danube 32100 Condom
Sur un terrain sis à :	Avenue Rhin et Danube 32100 Condom Parcelle cadastrée 107 AE 47, 107 AE 53
Nature des Travaux :	Rénovation et reconstruction d'un mur en pierre, et recul d'un portail

ARRÊTÉ

de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable

Le Maire de Condom,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 28/02/2022 par Monsieur Jean Piro et Madame Catherine Piro demeurant Avenue Rhin et Danube à Condom (32100).

Vu l'objet de la demande :

- pour la rénovation et reconstruction d'un mur en pierre et le recul d'un portail ;
- sur un terrain situé Avenue Rhin et Danube à Condom ;
- pour une surface de plancher créée de 0 m² ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat approuvé le 03/06/2021 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles "Retrait Gonflement des Sols Argileux" approuvé le 28/02/2014 ;

Vu l'avis favorable avec recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22/03/2022 ;

Vu l'avis favorable de la Mairie de Condom en date du 05/04/2022 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental, SLA de Valence sur Baïse en date du 20/04/2022 au titre de la voirie ;

Considérant que le projet, objet de la demande, porte sur la rénovation et la reconstruction d'un mur en pierre et le recul d'un portail sur un terrain situé en zone UC du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le projet est situé dans le périmètre de l'ancienne Eglise Saint Barthélémy du Pradau, de l'ancien Portail couvent Dominicains de Prouilhan, monuments historiques inscrits ou classés, mais hors champ de visibilité de ces monuments ;

Considérant que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France n'est pas obligatoire ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

La hauteur du muret sera d'une hauteur de 0,60 mètre maximum.

L'attention du demandeur est attirée sur les dispositions de l'article R.462-1 du code de l'urbanisme. La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être déposée en Mairie.

L'attention du demandeur est tout particulièrement attirée sur l'arrêté préfectoral en date du 28/02/2014 approuvant le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles "Retrait Gonflement des sols Argileux" sur le territoire communal et sur la nécessité de respecter le règlement figurant dans ce plan.

Article 3

Le projet appelle des recommandations au titre du respect de l'intérêt public attaché au patrimoine, à l'architecture, au paysage naturel ou urbain, à la qualité des constructions et à leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant :

- Afin de respecter le caractère de cette entrée de ville, l'accès à ce terrain sera conservé dans ses dimensions d'origine. Le mur et ses piliers seront reconstruits à leur emplacement d'origine avec les éléments d'origine ou bien à l'identique (mêmes matériaux, même teinte, même mise en œuvre, en bâtière du mur venant s'adosser aux piliers en pierre de taille sans grille) ;
- Le portail métallique sera peint dans une couleur sombre.

A Condom, le 26 AVR. 2022

Le Maire,



Pour le Maire
et par délégation
la première Adjointe,

Jean-François ROUSSE
Françoise MARTINEZ

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (Tribunal Administratif de Pau – 50, cours Lyautey 64010 PAU). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont

interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de décision de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Avis de dépôt de la demande affiché en mairie le

Décision affichée en mairie le

